

Actes du colloque

Équipe
de recherche
sur la pénalité



Centre International de
Criminologie Comparée

Montréal,
5-6-7 décembre 2007

Introduction

Marion Vacheret
Marion.vacheret@umontreal.ca

Que l'on parle des fonctions de la peine, des justifications du droit de punir ou des diverses modalités d'exécution de la sanction pénale, les théories, les politiques et les expériences qui traversent le champ de la pénalité sont nombreuses et variées. Au cœur des débats et dans un contexte législatif de plus en plus répressif s'inscrivent des questions quant à la « nouvelle pénologie », la « justice actuarielle », la « société de risque » ou encore la « nouvelle réhabilitation », définissant ainsi les enjeux auxquels sont confrontés les acteurs et les penseurs des systèmes pénaux contemporains. Qu'il s'agisse de réfléchir aux formes alternatives à la sanction pénale, au contrôle, à la réintégration sociale ou bien encore qu'il s'agisse de définir le succès ou l'échec des interventions pénales contemporaines, les réelles grandes mutations que connaît éventuellement le pénal aujourd'hui nécessitent d'être pensées et analysées alors même que le recours à l'incarcération reste encore une des mesures pénales les plus utilisées.

C'est à ce propos que le colloque dont sont issus les actes présentés ici s'est tenu à Montréal en décembre 2007. Ce colloque a rassemblé près de 50 conférenciers issus de disciplines telles que la sociologie, la criminologie, le droit ou les politiques sociales. Pendant trois jours, ceux-ci se sont penchés sur les finalités de la sanction pénale, ses formes, ses réussites et ses échecs, ainsi que sur les enjeux qui en découlent.

Les actes reprennent 29 des communications présentées lors de ce colloque et portent sur les cinq dimensions qui ont fait l'objet des travaux de réflexions des participants.

Peine, approches critiques et réhabilitation

Dès les années 1960, les approches critiques en criminologie se sont brutalement dissociées de la criminologie du passage à l'acte et de son application clinique. Dans la foulée des travaux néo-marxistes et foucaaldiens, l'intervention clinique auprès des personnes judiciairisées est réduite à un instrument de domination, de contrôle et de normalisation des conduites. Cette posture théorique et politique a dès lors débouché sur une tension constante entre les diverses approches critiques et l'idéal réhabilitatif, rendant impossible pour les tenants de la criminologie critique de penser la réhabilitation autrement que par son rejet catégorique.

Le retour en force actuel de la réhabilitation offre une opportunité intéressante pour réfléchir aux transformations qui se sont récemment manifestées au sein des institutions pénales. Peut-on ainsi aujourd'hui repenser l'intervention clinique auprès de personnes judiciairisées dans une perspective critique sans nécessairement rejeter toute la légitimité de cette forme d'intervention ? En rejetant les théories de la réhabilitation, la perspective critique n'a-t-elle pas contribué à la revalorisation d'autres finalités de la peine plus guerrières et davantage orientées vers une logique d'exclusion ? La perspective critique peut-elle offrir des outils constructifs afin de contribuer à dresser l'agenda clinique des institutions correctionnelles et pénales ?

Les chercheurs questionnent ici plus particulièrement l'impact des mutations de la réhabilitation au sein du système pénal actuel. Ainsi, **Bastien Quirion** s'interroge sur les transformations de l'intervention thérapeutique, celles-ci ayant engendré un phénomène de responsabilisation du condamné et ayant modifié par là même la perspective clinique. **Loïck Villerbu et Valérie Moulin** analysent les représentations et les pratiques professionnelles dans le cadre d'une gestion de la peine centrée sur la responsabilisation du condamné et **Dany Lacombe** nous interpelle sur la mise en œuvre de programmes de traitement spécifiques à l'ère de la nouvelle pénologie.

Peine, souffrance et démocratie

Ce thème comprend deux dimensions étroitement reliées, mais qui peuvent être abordées séparément. D'une part, il s'agit de s'interroger sur les conséquences des théories de la peine qui sont indifférentes à l'inclusion sociale et qui sont centrées sur des moyens exclusivement négatifs. D'autre part, nous voulons aussi nous interroger sur le « populisme » ou le « démocratisme » en matière de création ou de détermination de la sanction pénale.

Dans la réponse à ces interrogations, la question de la souffrance, comprise comme l'infliction d'un mal à autrui, en réponse à l'offense qu'il a causée, doit être considérée sérieusement. Est-il possible de construire d'autres théories de la sanction ? Peut-on laisser la question de la sévérité des peines au public ou au contraire le prendre comme « guide éthique » ou juridique ? Plus encore, le rationnel des droits de la personne s'immisce entre la peine, la souffrance et l'opinion publique : comment est-il possible de revendiquer plus d'infliction de souffrance au nom des droits de la personne ? Et comment doit-on appréhender les demandes de criminalisation de certains actes au nom des droits de la personne ? Ces deux « mouvements », procèdent-ils de logiques similaires ?

Les textes présentés ici traitent plus particulièrement des dimensions normatives et juridictionnelles en matière pénale. D'une part **Line Beauchesne** et **Sandra Lehalle** abordent des questions reliées aux normes juridiques et aux législations pénales, la première pour relever l'inutilité d'une approche sévère en matière de prévention des infractions au code de la route ; la deuxième, pour faire ressortir la malléabilité des normes juridiques et leur récupération politique, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. D'autre part, **Chloé Leclerc**, **Étienne Blais** et **Isabelle Beaudoin** ainsi que **Catherine Rossi** s'interrogent sur les pratiques pénales ou juridictionnelles, qu'il s'agisse pour la première de se questionner sur la question de l'équivalence des peines, pour les seconds de proposer une diversification des approches en matière de sécurité routière ou encore pour la troisième de questionner les effets de l'implication des victimes dans les procédures correctionnelles.

Peine et responsabilisation

Au cœur des transformations qui marquent le système pénal, on a vu surgir une réelle inversion d'une notion centrale dans la production et la

gestion de la pénalité : celle de la responsabilité. Ainsi, de l'infracteur perçu comme une victime d'injustices sociales desquelles il fallait le protéger et, en regard de ses comportements inappropriés, l'éduquer, on est revenu à une conception du contrevenant acteur rationnel, responsable de sa trajectoire, qu'il faut sanctionner lorsque cette trajectoire s'écarte du « droit chemin ». Rendu responsable de ses actes, le contrevenant est aussi rendu responsable du déroulement et de l'issue de la sanction qui lui est imposée.

Dans une société de plus en plus préoccupée de sa sécurité, le délinquant est de plus en plus considéré comme un risque à contrôler voire à neutraliser. Que faut-il penser et, surtout, que faut-il attendre d'un tel virement de cap qui, bien que relativement récent, paraît s'ancrer sans trop de difficulté, comme une nécessité allant de soi ? Dans ce cadre, comment se positionner par rapport à l'usage accru d'outils actuariels qui enferment les intervenants dans une logique managériale ?

Si **Dan Kaminski**, **Marie-Sophie Devresse** et **Marie-Eve Sylvestre** remettent en question la volonté même de tenter de responsabiliser le contrevenant à travers sa peine, **Kelly Hannah-Moffat** et **Marion Vacheret** s'interrogent sur les outils technologiques utilisés dans le cadre de cette responsabilisation. Qu'il ait lieu sur le contrevenant ou sur les intervenants pénaux, l'impact de cette technicisation et mécanisation des méthodes de travail en matière correctionnelle est analysé par ces chercheuses, analyse à laquelle se joint le travail de **Nathalie Jauvin et ses collaborateurs** sur les agents de correction, dont ils font ressortir la place au cœur de l'architecture pénale. La critique reste forte même si certains acquis ressortent, tels les changements législatifs en France qui, selon **Patrick Mounaud**, favorisent l'accompagnement des condamnés dans la préparation à la sortie et leur permet de passer d'une situation de peine subie à une situation d'exécution de peine construite.

Peine et prisonnisation

En privilégiant le néologisme « prisonnisation » aux termes « enfermement », « prison » et « prisonniers » – lesquels sont généralement posés là comme des faits hors du temps et de l'espace – cette réflexion entend mettre l'accent moins sur la matérialité d'une institution et d'un moment que sur un processus, sorte de surveillance en mouvement qui implique une contrainte variée et variable s'étirant maintenant de mille façons dans la vie des prévenus et des condamnés. Focalisée sur la gestion des risques et la protection de la collectivité, cette

surveillance donne l'impression d'avoir perdu de vue – au moins en partie – l'objectif de réinsertion sociale.

Donnant naissance à un contrôle accru sur les prisonniers, les diverses formes de contrainte par corps restent à justifier. Dans ce cadre, que penser de l'étendue, dans le temps et dans l'espace, des diverses formes d'emprise physique et coercitive du corps ? La reconnaissance des droits participe-t-elle d'une évolution positive de l'institution carcérale ou contribue-t-elle à sa légitimation ? La gestion actuarielle des risques dans le domaine pénal, vient-elle compromettre la poursuite des idéaux de justice et de liberté ? Quelles logiques – assumées ou inavouables – participent de ces processus ?

Marie-Andrée Bertrand, Gilles Chantraine et Véronique Strimelle s'intéressent plus particulièrement aux populations incarcérées, notamment aux sous-groupes les plus vulnérables, qu'il s'agisse des femmes pour l'une, des personnes atteintes de trouble de santé mentale pour l'autre ou encore des personnes âgées pour la troisième. **Ninon Lalonde, Sylvie Frigon et Simona Iona Schumacher** quant à elles analysent l'emprise de la prison sur le corps incarcéré comme sur le citoyen isolé. Finalement **Maritza Felices-Luna** analyse le recours à l'incarcération comme outil de contrôle des contestataires politiques.

Repenser le pénal à travers les 30 ans de la revue *Déviance et Société*

Repenser le pénal soulève trois grands types de questions. D'abord, comment appréhender les transformations, si transformations il y a, dans le champ du pénal des sociétés contemporaines ? On dit qu'avec, entre autres, le déclin de l'État social de même que la montée du néo-libéralisme, des courants « de la droite », de l'insécurité et du populisme, les discours, les politiques et les pratiques pénales se sont en grande partie transformés. Qu'en est-il exactement ? Comment comprendre en effet ce qui s'est passé et est en train de se passer ? Ensuite, repenser le pénal amène à s'interroger sur la manière dont les courants critiques (posture abolitionniste, féministe, conflictualiste, marxiste, foucauldienne) se sont eux-mêmes interrogés et positionnés face aux changements et aux possibilités de changements du système pénal. Autrement dit, comment repenser la criminologie critique et sa façon d'appréhender le pénal ? Y a-t-il place à de nouveaux modèles d'observation et d'analyse de ce

système ? Enfin, repenser le pénal amène à poursuivre la réflexion sur les politiques, les mesures et les pratiques à l'intérieur comme à l'extérieur du système pénal (dépenalisation, décriminalisation, justice réparatrice, intégration sociale, réduction des méfaits). En quoi sont-elles susceptibles non seulement de réduire la souffrance de ceux qui sont en contact avec la justice, mais également de produire une plus grande justice sociale ?

Philippe Mary lance le débat se demandant d'une part comment appréhender les transformations dans le champ du pénal et d'autre part comment repenser la criminologie critique et sa façon d'appréhender le pénal, réflexions reprises par **Nicolas Carrier**. **Marianna Thorstensen Possas**, **Sonia Gauthier** et **Françoise Vanhamme**, quant à elles, s'interrogent sur les enjeux de certaines pratiques pénales, qu'il s'agisse de la production des lois criminelles, de judiciarisation en matière de violence conjugale ou de *sentencing*. Quant à **Catherine Rémy**, son texte nous amène à réfléchir à la déviance comme révélateur des frontières. Finalement, **Philippe Robert** clôt notre réflexion en brossant un portrait des 30 années de publication de la revue *Déviance et Société*, dont l'évolution en matière de thématiques et de domaines d'intérêt est révélatrice de l'évolution des préoccupations des chercheurs en matière de déviance, de violence sociale, de prévention, mais aussi face aux processus et mécanismes pénaux.

Introduction

Whether we speak of the functions of punishment, the justification for the right to punish, or of the different modalities for the execution of penal sanctions, the theories, policies, and experiences regarding penalty are many and varied. Central to the debates and in an increasingly repressive legislative context, questions emerge regarding « new penology », « actuarial justice », « the risk society », or even « new rehabilitation ». These are defining the stakes confronted by the actors and thinkers of contemporary penal systems. Although incarceration remains one of the most used of penal measures, the truly great changes seen by current penalty need to be considered and analysed. And this is so, whether we study alternative forms of penal sanction, control, social reintegration or else try to operationalize success or failure in contemporary penal interventions.

It was in relation to these issues that the Montreal conference, the source of these proceedings, was held in December 2007. This conference assembled close to 50 speakers from disciplines such as sociology, criminology, law, and social policy. Over the course of three days, the speakers focused on the objectives, forms, successes, and failures of penal sanctions as well as on the resulting stakes involved.

The proceedings include 29 of the papers presented over the course of the conference and deal with the five dimensions that were the focus of the participants' efforts.

Punishment, Critical Approach and Rehabilitation

As early as the 1960s, the critical approaches in criminology were separating themselves from the criminology of the criminal acts and its clinical application. According to a host of neo-marxist and foucaultian interpretations, clinical intervention in relation to people subject to judicial control is nothing more than an instrument of domination and control, leading to normalization. This theoretical and political posture has resulted in a constant tension between the different critical approaches and the rehabilitative ideal, making it impossible for the

adherents of critical criminology to address the notion of rehabilitation without rejecting it.

The return in force of rehabilitation offers an interesting opportunity to reflect on the transformations that have recently taken place among penal institutions. Can we therefore reconsider clinical intervention from a critical perspective without necessarily rejecting its basic legitimacy? In rejecting the theories of rehabilitation, has not the critical perspective contributed to the promotion of other more aggressive and exclusionary functions of punishment? Can the critical perspective provide constructive tools to help build the clinical agenda of correctional and penal institutions?

Texts in this section are questioning more particularly the impact of the changes in rehabilitation within the actual penal system. Thus, **Bastien Quirion** studies the transformations within therapeutic intervention, these having engendered a phenomenon of responsabilization of the condemned and having also modified the clinical perspective. **Loïck Villerbu and Valérie Moulin** analyse professional representations and practices regarding sentencing management in a model centered on the responsabilization of the condemned, while **Dany Lacombe** discusses the implementation of specific treatment programs in the era of new penology.

Penal Theories, Suffering and Democracy

This subject consists of two dimensions, which though tightly linked, can be approached separately. On the one hand, it is a matter of analysing the consequences of sentencing theories that are insensitive to social inclusion and are concerned with methods that are exclusively negative. On the other hand, we also want to determine how the ideas of « populism » and « democracy » relate to the creation and choice of penal sanctions. In this investigation, serious consideration must be given to the notion of suffering, seen as the infliction of pain on a person in response to that person's offence. Is it possible to suggest other theories of punishment? Can we leave the issue of the severity of sentences to the public or, contrarily, use it as an ethical or legal guideline? Also, human rights complicate the relationship between sentencing, suffering, and public opinion : how is it possible to demand a greater infliction of suffering in the name of human rights? How should we understand the demands for the criminalization of some actions in the name of human rights? Do these two "impulses" derive from similar rationales?

The texts in this section deal more specifically with the normative and legal aspects of penalty. On the one hand, **Line Beauchesne** and **Sandra Lehalle** confront issues related both to legal norms and penal legislation. The first highlights the ineffectiveness of a punitive approach to the prevention of traffic violations; the second highlights the malleability of legal norms and their political use in the context of the war against terrorism. On the other hand, **Chloé Leclerc**, **Étienne Blais** and **Isabelle Beaudoin**, and **Catherine Rossi** investigate legal or penal practices that relate to three things : the issue of sentence equivalences; the diversification of approaches to road safety; and the effects of victim involvement in correctional procedures.

Punishment and Responsabilization

At the heart of the changes affecting the penal system, there has been an inversion of an idea central to the production and management of penalty : that of responsibility. From the offender being perceived as a victim of social injustices from which it was necessary to protect him, and whose inappropriate behaviours required his re-education...we have arrived at the concept of the rational offender, responsible for his trajectory, and requiring sanctions when his trajectory deviates from the « right path ». Made responsible for his acts, the offender is also made responsible for the process and outcome of his sentence. In a society that is increasingly security conscious, the offender is increasingly seen as a risk that needs to be controlled, if not neutralized. What must we think and, above all, what must we expect from such a turn that, while relatively recent, appears to have effortlessly become a self evident necessity? How can one, in this context, take a position on the actuarial tools that trap front-line professionals in a managerial logic?

While **Dan Kaminski**, **Marie-Sophie Devresse** and **Marie-Eve Sylvestre** study the willingness to responsabilize the offender in relation to his sentence, **Kelly Hannah-Moffat** and **Marion Vacheret** analyse the technological tools used within the responsabilization process. Whether on the offender or on the professionals, the impact of the technization and mechanization of working methods in the correctional context is analysed by these researchers. This analysis is connected to the work of **Nathalie Jauvin and her collaborators** who bring to light the place of correctional officers in the penal architecture. The criticism remains strong despite the fact that certain accomplishments come to mind, such as the legislative changes in France. According to **Patrick Mounaud**, these help in

supporting the offenders in preparing for their release. Therefore, the offenders are not just the object of their sentence but are actively involved in it.

Punishment and Prisonnization

In using the neologism « prisonnization » rather than notions such as « imprisonment, » « prison » and « prisoners »-these that are generally used as perennially assumed facts- this study aims at emphasizing less the materiality of a particular institution and more a process, a dynamic surveillance, that involves a varying constraint now stretching a thousand ways in the lives of the remand prisoner and the condemned. Focused on risk management and protection of the collectivity, this surveillance gives the impression of having lost sight-at least in part-of the goal of re-integration. Creating an increased control over prisoners, the different forms of physical constraint still require justification. In this context, what can be thought of the range of different forms of physical constraint? Does the recognition of rights help in the positive evolution of the carceral institution or contribute to its legitimization? Does the actuarial management of risks in the penal domain compromise the pursuit of the ideals of justice and liberty? What rationales-assumed or undisclosed-contribute to this process?

Marie-Andrée Bertrand, Gilles Chantraine and Véronique Strimelle are interested more particularly in incarcerated populations, especially in three of the most vulnerable sub-groups: women, the mentally ill, and the aged, respectively. **Ninon Lalonde, Sylvie Frigon et Simona Iona Schumacher** analyse impact of the prison on the imprisoned body as well as on the citizen. Finally, **Maritza Felices-Luna** studies the use of incarceration as a mechanism to control political resistance.

Punishment Revisited

Reconsidering penalty elicits three important types of issues. First, how to grasp penal transformation, if there is indeed transformation, in contemporary societies? We hear that with the decline of the welfare state, and the rise of neo-liberalism, the right wing's emphasis on fear and populism, penal discourses, policies and practices have changed significantly. What is the actual situation? How can we understand what has happened and what is happening? Secondly, reconsidering penalty causes us to consider the way that critical approaches in criminology

(abolitionist, feminist, conflict theory, marxist and foucaultian) position themselves with respect to current changes and the possibility of transforming the penal system. In other words, how can we reconsider critical criminology and its approach towards penalty? Are there new analytical models to comprehend the penal system? Finally, reconsidering penalty brings us to reflect on policies, programs and practices within and outside the penal system (de-penalization, de-criminalization, restorative justice, re-integration and harm reduction). How are all those approaches likely, not only to decrease pain inflicted on people subjected to the justice system, but also to generate greater social justice?

Philippe Mary initiates the discussion, asking how, on the one hand, we should comprehend penal change and on the other, how we should re-think critical criminology and its outlook on penalty. **Nicolas Carrier** echoes those same reflections. **Marianna Possas**, **Sonia Gauthier** and **Françoise Vanhamme**, analyse certain penal practices : creation of criminal law, judicialization of spousal abuse and sentencing. **Catherine Remy's** contribution analyses deviance as an indicator of social borders. Finally, **Philippe Robert** rounds off our discussion by describing 30 years of publication in *Déviance et Société*. The topics and research areas covered in the journal reveal the evolution of researchers' interests in deviance, social violence, prevention, and in penal measures.

Introducción

Se hable de las funciones de la pena, de las justificaciones del derecho a la punición o de las diversas modalidades de aplicación de la sanción penal, las teorías, las políticas y las experiencias en el campo de la penalidad son numerosas y variadas. Al centro de los debates y en un contexto legislativo cada vez más represivo se encuentran cuestiones relativas a la “nueva penología,” la “justicia actuarial,” la “sociedad de riesgo” e incluso la “nueva rehabilitación,” definiendo así las cuestiones a las que se confrontan los actores y pensadores de los sistemas penales contemporáneos. Ya sea para reflexionar sobre las formas alternativas a la sanción penal, el control o la reintegración social, o bien se trate de definir el éxito o el fracaso de las intervenciones penales contemporáneas, es necesario reflexionar sobre las verdaderas grandes mutaciones que ocurren eventualmente en el sistema penal de nuestros días y analizarlas, aún si el recurso al encarcelamiento sigue siendo una de las medidas penales más utilizadas.

Con ese objetivo se organizó en Montreal en diciembre de 2007 el coloquio cuya memoria se presenta aquí. El coloquio reunió a cerca de 50 conferenciantes derivados de disciplinas como la sociología, la criminología, el derecho o las políticas sociales. Durante tres días el grupo reflexionó sobre los fines de la sanción penal, sus formas y sus éxitos y fracasos, además de sobre las cuestiones que de ello se derivan.

Esta memoria recoge 29 de las ponencias presentadas en el curso del coloquio, mismas que abordan las cinco dimensiones que fueron objeto de los trabajos de reflexión de los participantes.

La pena, enfoques críticos y rehabilitación

A partir de los años 1960, los enfoques críticos en criminología se disociaron tajantemente de la criminología del paso al acto y de su aplicación clínica. Entre la gran cantidad de trabajos neomarxistas y foucauldianos, la intervención clínica con personas judicializadas se vio reducida a aparecer como un instrumento de dominación, de control y de normalización de las conductas. Esta postura teórica y política terminó

por generar una tensión constante entre los diversos enfoques críticos y el ideal de rehabilitación, lo que volvió imposible para los representantes de la criminología crítica el pensar en la rehabilitación de otra forma que para su rechazo categórico.

El retorno vigoroso actual de la rehabilitación ofrece una oportunidad interesante para reflexionar sobre las transformaciones que se han manifestado recientemente en el seno de las instituciones penales. ¿Es posible, hoy día, repensar en la intervención clínica con personas judicializadas a partir de una perspectiva crítica, sin necesariamente rechazar toda la legitimidad de esta forma de intervención? Al rechazar las teorías de la rehabilitación, ¿no ha contribuido la perspectiva crítica a la revalorización de otras finalidades de la pena más combativas y más orientadas hacia una lógica de exclusión? ¿Puede la perspectiva crítica ofrecer herramientas constructivas con el fin de contribuir al avance los programas clínicos de las instituciones correccionales y penales?

Los investigadores cuestionan en este caso, en particular, el impacto de las mutaciones de la rehabilitación en el seno del sistema penal actual. Así, **Bastien Quirion** se cuestiona sobre las transformaciones de la intervención terapéutica, mismas que han generado un fenómeno de responsabilización del sentenciado, lo que al mismo tiempo ha modificado la perspectiva clínica. **Loïck Villerbu** y **Valérie Moulin** analizan las representaciones y las prácticas profesionales en el marco de una gestión de la pena centrada en la responsabilización del sentenciado y **Dany Lacombe** nos cuestiona sobre la puesta en marcha de programas de tratamiento específicos de la era de la nueva penología.

Pena, sufrimiento y democracia

El tema comprende dos dimensiones estrechamente relacionadas, pero que pueden abordarse por separado. Se trata, por una parte, de cuestionar las consecuencias de las teorías de la pena que son indiferentes respecto de la integración social y que se concentran en los medios exclusivamente negativos. Por otra parte, se trata de también de cuestionar el “populismo” o el “democratismo” en materia de creación o de determinación de la sanción penal.

En la respuesta a estas interrogantes la cuestión del sufrimiento, entendido como el causar un mal al otro en respuesta a la ofensa que ha causado, debe considerarse seriamente. ¿Es posible la elaboración de otras teorías de la sanción? ¿Es posible dejar la cuestión de la severidad de las

penas al público o, por el contrario, tomarlo como “guía ética” o jurídica? Además, la racionalidad de los derechos humanos se inmiscuye entre la pena, el sufrimiento y la opinión pública: ¿cómo puede reivindicarse infligir un mayor sufrimiento en nombre de los derechos del hombre? ¿Y cómo deben tomarse las demandas de criminalización de ciertos actos en nombre de los derechos del hombre? ¿Proceden estos dos “movimientos” de lógicas similares?

Los textos que aquí se presentan se abocan en particular a las dimensiones normativas y jurisdiccionales en materia penal. Por una parte, **Line Beauchesne** y **Sandra Lehalle** abordan cuestiones relacionadas con las normas jurídicas y las legislaciones penales, la primera en relación con la inutilidad de un enfoque severo en materia de prevención de las infracciones al reglamento de tránsito, la segunda para analizar la maleabilidad de las normas jurídicas y su aprovechamiento político, principalmente en el marco de la lucha contra el terrorismo. Por otra parte, **Chloé Leclerc**, **Étienne Blais** e **Isabelle Beaudoin**, al igual que **Catherine Rossi** se cuestionan sobre las prácticas penales o jurisdiccionales, en este caso la primera al tratar de la equivalencia de las penas, los segundos al proponer una diversificación de los enfoques en materia de seguridad vial o la tercera al cuestionar los efectos de la implicación de las víctimas en los procedimientos correccionales.

Pena y responsabilización

En el centro de las transformaciones que marcan el sistema penal, hemos visto emerger una real inversión de una noción central en la generación y la gestión de la penalidad: la noción de responsabilidad. Así, de un infractor percibido como una víctima de injusticias sociales de las cuales es necesario protegerlo y, dados sus comportamientos inadecuados, educarlo, hemos vuelto a una concepción en la que el infractor es un actor racional, responsable de sus actos, al que es preciso sancionar cuando su comportamiento se aparta del “buen camino”. Al ser visto de nuevo como responsable de sus actos, al infractor se le hace responsable del proceso y el resultado de la sanción que se le impone.

En una sociedad cada vez más preocupada por su seguridad, el delincuente es crecientemente considerado como un riesgo que es necesario controlar, es decir neutralizar. ¿Qué pensar y, sobre todo, qué esperar de un giro tal de enfoque que, aunque relativamente reciente, parece afirmarse sin mucha dificultad, como una necesidad en sí? En dicho contexto, ¿qué actitud mantener en relación con el empleo creciente

de herramientas actuariales que insertan a los interventores en una lógica de managerialismo?

Si **Dan Kaminski**, **Marie-Sophie Devresse** y **Marie-Eve Sylvestre** cuestionan la voluntad misma de tratar de responsabilizar al infractor a través de la pena, **Kelly Hannah-Moffat** y **Marion Vacheret** se cuestionan respecto de las herramientas tecnológicas empleadas en el marco de esta responsabilización. Se ejerza sobre el infractor mismo o sobre los interventores penales, el efecto de esta tecnificación y mecanización de los métodos de trabajo en materia correccional es analizado por estos investigadores, a los cuales se suma el trabajo de **Nathalie Jauvin y sus colaboradores** sobre los agentes correccionales, que resalta el papel central de éstos en la arquitectura penal. La crítica sigue siendo severa a pesar de algunos logros, como los cambios legislativos en Francia que, según **Patrick Mounaud**, favorecen el acompañamiento de los condenados en la preparación de su salida, para permitirles pasar de una situación de pena sufrida a una situación de ejecución de pena construida.

Pena y prisionización

Al privilegiar el neologismo “prisionización” respecto de los términos “encarcelamiento” o “prisión” y “prisioneros” —que por lo general se avanza como hechos que estuviesen fuera del tiempo y del espacio— esta reflexión busca poner menos el énfasis en la materialidad de una institución y de un momento que sobre un proceso, una especie de vigilancia en movimiento que implica una coerción variada y variable que se extiende ahora de mil formas sobre la vida de los reos y los sentenciados. Centrada en la gestión de riesgo y la protección de la colectividad, esta vigilancia da la impresión de haber perdido de vista, al menos en parte, el objetivo de la reinserción social.

Están aún por justificar las diversas formas de represión corporal que originan un mayor control social de los prisioneros. En este marco, ¿qué pensar de la amplitud, en el tiempo y en el espacio, de las diversas formas de coerción física? ¿El reconocimiento de los derechos es parte de una evolución positiva de la institución penitenciaria o contribuye a su legitimación? ¿La gestión actuarial de los riesgos en materia penal viene a

comprometer la búsqueda de los ideales de justicia y libertad? ¿Qué lógicas, explícitas o implícitas, participan en estos procesos?

Marie-Andrée Bertrand, Gilles Chantraine y Véronique Strimelle abordan en particular algunas poblaciones encarceladas, principalmente los subgrupos más vulnerables, ya sea el caso de las mujeres, en un caso, de las personas con problemas de salud mental, en otro, o de las personas de edad avanzada, en el tercer caso. **Ninon Lalonde, Sylvie Frigon y Simona Iona Schumacher** en tanto analizan la influencia de la prisión en el cuerpo prisionero y en el ciudadano aislado. **Maritza Felices-Luna**, por último, analiza el recurso de la prisión como herramienta de control de la oposición política.

Reflexión sobre lo penal a través de los 30 años de la revista *Déviance et Société*

Reflexionar sobre lo penal conlleva tres grandes tipos de cuestiones. Primero, ¿cómo comprender las transformaciones, si es que las hay, en el campo de lo penal en las sociedades contemporáneas? Suele decirse que, entre otros factores, con el declive del estado social, al igual que con el crecimiento del neoliberalismo, de las corrientes “de la derecha,” de la inseguridad y del populismo, los discursos, las políticas y las prácticas penales se han transformado en gran medida. ¿Es así exactamente? ¿Cómo entender en realidad lo que pasó y está ocurriendo en este momento? Repensar lo penal lleva, además, a cuestionarse sobre la manera en que las corrientes críticas (posición abolicionista, feminista, conflictualista, marxista, foucauldiana) se han auto interrogado y posicionado frente a los cambios y a las posibilidades de cambio del sistema penal. Dicho de otra manera, ¿cómo repensar la criminología crítica y su forma de comprender lo penal? ¿Hay lugar para nuevos modelos de observación y de análisis de dicho sistema? Repensar lo penal conduce, por último, a continuar la reflexión respecto de las políticas, las medidas y las prácticas tanto al interior como al exterior del sistema penal (despenalización, descriminalización, justicia reparadora, integración social, reducción de daños). ¿Cómo pueden no solamente reducir el sufrimiento de quienes están en contacto con la justicia, sino lograr, al mismo tiempo, la generación de una mayor justicia social?

Philippe Mary inicia el debate al preguntarse, por una parte, cómo comprender las transformaciones en materia penal y, por otra, como repensar la criminología crítica y su forma de comprender lo penal; reflexiones que retoman **Nicolas Carrier, Marianna Thorstensen Possas,**

Sonia Gauthier y **Françoise Vanhamme**, quienes se interrogan sobre los riesgos de ciertas prácticas penales, ya sea la producción de legislación penal, la judicialización de la violencia conyugal o la determinación de sentencias. **Catherine Rémy**, por su parte, nos invita a reflexionar sobre la desviación como indicador de fronteras. **Philippe Robert**, por último, concluye nuestra reflexión al delinear un perfil de 30 años de publicación de la revista *Déviance et Société* en la que su evolución temática y de áreas de interés es indicadora de la evolución de las preocupaciones de los investigadores en materia de desviación, de violencia social y de prevención, pero también frente a los procesos y mecanismos penales.